

## ILS APPELLENT SIDI SAÏD À INTERVENIR

## La détresse des retraités

**La Fédération nationale des travailleurs retraités (FNTR) estime que «les retraités sont victimes d'inégalités sociales, par rapport aux travailleurs en activité, tous secteurs confondus, qui ont arraché des acquis ces derniers temps».**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - Dans un communiqué rendu public hier, la FNTR appelle le secrétaire général de l'UGTA à intervenir auprès du président de la République concernant de la situation sociale des retraités.

Ainsi, la FNTR estime-t-elle que ce sont ces mêmes retraités, qui ont relevé autrefois et au lendemain de l'Indépendance le défi de l'emploi et ont pris à bras-le-corps la destinée du pays et qui aujourd'hui, au crépuscule de leur vie, sont confrontés à un mur de silence.

La FNTR s'interroge, à cet effet, sur la possibilité de parler de pouvoir d'achat avec 355 000 pensions inférieures à 10 000 DA, soit 25% des retraités, ainsi que 590 000 pensions en dessous du SNMG, ce qui représente 37% des retraités. Ce qui fait en tout 60% de retraités qui touchent moins que le SNMG. Par ailleurs, la FNTR fait savoir que nombreux sont les retraités qui suggèrent de sortir dans la rue pour faire entendre leurs voix, à défaut d'autres moyens de pression qu'ils ne possèdent plus, à savoir la grève.

«Cependant, nous les avons toujours convaincus d'afficher la sagesse au lieu de la violence dans l'espoir de trouver au bout du compte et en dernier ressort quelqu'un qui ne refusera pas de nous écouter», est-il mentionné dans ledit communiqué.

S'agissant des revendications avancées par la FNTR, il s'agit de «l'attribution d'une pension de retraite minimum équivalant au montant du SNMG pour tout retraité percevant moins de 10 000 DA mensuellement et ayant travaillé 15 années, quels que soient son âge ou la catégorie à laquelle il appartient ; la

réactualisation de toutes les pensions supérieures à 10 000 DA, attribuées entre 1983 et 2005, par l'octroi d'une augmentation de 30%, avec toutefois la revalorisation annuelle prévue par l'article 43 de la loi 83-12, ainsi que l'attribution d'une allocation minimum de retraite de l'ordre de 5 000 DA». Les retraités exigent également «la validation pour toutes les catégories de retraités de toute période durant laquelle ont été remplies les obligations du service national ou toute autre période effectuée durant une mobilisation générale et enfin l'octroi d'un même montant de la majoration pour conjoint à charge pour tous les retraités, quelle que soit la date de leur départ à la retraite, tout en prenant en considération l'article 15 original qui prévoit un montant de 600 fois le montant horaire du SNMG».

M. M.



Photos : Samir Sid

60% des retraités touchent moins que le SNMG.

## AIR ALGÉRIE

## Les commerciaux navigants protestent

**Le Syndicat national du personnel navigant commercial d'Air Algérie interpelle le P-dg sur leurs conditions socioprofessionnelles, qu'il qualifie de «détériorées». Selon l'organisation syndicale, l'accord collectif sur le régime de travail n'a pas été respecté.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - Les représentants du Syndicat national du personnel navigant commercial d'Air Algérie dénoncent leurs conditions de travail ainsi que le non-respect de la législation par la direction générale de la compagnie.

Ils estiment que l'amplitude horaire dépasse les normes admises.

«La direction persiste à faire passer en force un programme de travail dépassant les possibilités de nos effectifs», ont-ils indiqué.

Le président du syndicat, Yacine Hamamouche, explique : «Nous sommes en sous-effectif et les dirigeants outrepassent la réglementation et diminuent le nombre de personnel nécessaire dans les appareils pour exécuter les missions, en usant souvent de menaces et d'intimidations.

D'ailleurs, un programme d'été a été élaboré au détriment du personnel navigant commercial, de la sécurité et de la qualité du service à bord des avions.» Ainsi, le personnel navigant commercial plaide pour «les minima de cabine Crew pour chaque type d'appareil de la compagnie».

S'agissant des conditions de travail, les syndicalistes ont relevé des «insuffisances et des lacunes». «Les salles de repos sont insalubres et les véhicules de transport sont non seulement vétustes mais les chauffeurs ne

respectent pas les horaires», précisent-ils.

Ils ont aussi dénoncé «le sabotage que font subir à la compagnie nationale certains de ses agents à la solde des deux autres compagnies concurrentes et qui souvent cause des retards notamment sur des vols vers des destinations phare». Toutefois, ils ont été clairs : «Nous refusons qu'Air Algérie sombre ou qu'elle soit privatisée.»

Les commerciaux navigants ont, en outre, souligné que l'accord salarial de 2003 avec le P-dg n'a toujours pas été pris en charge.

Par ailleurs, il est à signaler que le syndicat a déposé une plainte, pour «infractions réglementaires auprès de l'Inspection générale du travail» et qu'une assemblée extraordinaire est prévue en juin prochain pour décider des prochaines actions à entreprendre.

R. N.

## LE RCD ÉCRIT À MEHAL :

## «Le devoir de tout Algérien est de boycotter l'ENTV»

**En adressant une invitation au président du RCD, le conviant à un débat enregistré, l'ENTV a provoqué une vive réaction du parti de Saïd Sadi.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Dans un communiqué rendu public hier, le RCD réagissant à cette invitation écrivait qu'«une fois de plus, le pouvoir veut gagner du temps par une parodie d'ouverture et ignorer, ainsi, les enjeux fondamentaux de la révolte populaire en marche.

L'instauration d'un état de siège sur la capitale, à travers une occupation de la rue par les URS, au lendemain de la levée de l'état d'urgence, est la confirmation du refus du régime de s'amender».

Le RCD estime que la télévision est «l'instrument majeur de la politique de stérilisation culturelle et artistique et de la désin-

formation de la vie publique. Malgré le tsunami politique et social qui secoue l'Algérie et notre région, la télévision, inébranlable, n'a rien entendu et rien appris. Pire, la télévision semble, par certains aspects, redoubler de cynisme en ajoutant la provocation au mensonge».

Et de rappeler que «le RCD s'est prononcé depuis longtemps sur l'instauration d'une instance indépendante de surveillance et de régulation des médias.

Il s'agit de restaurer la télévision dans son rôle de service public et de lui garantir l'impartialité dans le traitement de l'information. Cet organe ne demande



Photos : Samir Sid

Saïd Sadi, président du RCD.

ni investissement ni formation le RCD, «les Algériens s'informent à travers les chaînes euro-

peennes ou arabes. L'opinion nationale se construit dans les épreuves quotidiennes, sur la toile ou dans les médias étrangers.

Ce ne sont pas les images truquées, les propos diffamatoires ou les émissions différées, préalablement filtrées par les officines de l'ombre, qui reconcilient nos concitoyens avec leur télévision».

S'adressant directement au ministre de la Communication, le RCD écrit : «Vous conviendrez qu'en attendant de voir la télévision nationale restituée au peuple, le devoir de tout Algérien est de ne pas servir d'alibi ou de proie à la désinformation en boycottant les médias réduits à des structures de propagande.»

N. I.